

#PasAvecNotreArgent : 10 ans après la crise financière, prenons le contrôle sur la finance et notre avenir !

Ce samedi 15 septembre, à Chambéry, une trentaine de militants d'Attac ont mené une action symbolique pour célébrer à leur manière les 10 ans de la faillite de Lehman Brothers qui avait déclenché la crise financière de 2008. 10 ans après, ils ont dénoncé le fait que rien n'a été fait, ou si peu, pour enrayer le pouvoir destructeur des banques et du secteur financier.

Les militant·e·s ont déambulé et recouvert avec un mélange (craie et cendres de bois) les vitrines des agences BNP-Paribas, Crédit Agricole et Société Générale du centre ville pour dénoncer les pratiques sordides de ces banques qui financent des projets d'exploitation de charbon, de gaz et de pétrole toujours plus risqués pour l'environnement : forages profonds, gaz de schiste, sables bitumineux,... Ainsi de 2015 à 2017, Société Générale, Crédit Agricole et BNP-Paribas ont respectivement investi 6 Milliards, 4,2 Mds et 6 Mds d'euros dans les énergies fossiles. Face à l'urgence écologique, les banques ne doivent plus financer les dérèglements climatiques.



Pour Attac, 10 ans après la crise, il n'est plus possible de laisser les banques faire n'importe quoi avec notre argent. Ce 15 septembre 2018, des actions ont lieu partout en Europe et dans le monde pour prendre le contrôle de la finance et affirmer que plus un seul euro ne doit servir à financer le réchauffement climatique, la destruction de la planète ou alimenter la spéculation et l'évasion fiscale.

En France, Attac dénonce la politique d'Emmanuel Macron, qui n'a absolument pas tiré les leçons de la crise financière de 2008 et favorise la dérégulation financière : Flat Tax, suppression de la tranche marginale de la taxe sur les salaires, sabordage de la taxation des transactions financières, etc. Le gouvernement surfe sur le Brexit pour attirer les sièges des grandes banques à Paris et

déroule le tapis rouge aux banquiers et aux traders, prenant le risque d'un nouveau krach financier dont les conséquences économiques et sociales seraient un désastre pour la population.

Ce sont 60 à 80 milliards d'euros qui échappent au budget annuel de l'État à cause de la fraude et de l'évasion fiscale. Des sommes qui permettraient de répondre aux urgences sociales et écologiques et créer des centaines de milliers d'emplois dans les services publics et autres.

**« Financer les dérèglements climatiques et organiser l'évasion fiscale ? Pas avec notre agent! »
ont scandé les militant·e·s !**